

Contention : l'éthique pour

Enjeu de bientraitance et de respect des droits des personnes accompagnées, la régulation des mesures de contention doit s'appuyer sur une réflexion éthique collégiale. Elle permet le déploiement progressif d'alternatives et, dans certains établissements, de soutenir une politique de « zéro contention ».

solement et privation de liberté : ces deux sujets, qui avaient alerté pendant la crise sanitaire, restent d'actualité à bas bruit dans les établissements sociaux et médico-sociaux. Parmi les pratiques concernées, les mesures de contention physique ou chimique perdurent dans une zone grise et un cadre juridique certes restrictif, mais ne visant explicitement que les établissements hospitaliers (Code de la santé publique, article L. 3222-5-1). « En termes de droit, on pourrait dire que la contention est interdite sauf en psychiatrie, dans certaines circonstances et situations bien précises, et avec des modalités de suivi et d'encadrement très strictes, explique Guillaume Grandazzi, sociologue et responsable scientifique de l'Espace de réflexion éthique de Normandie (Eren). Partout ailleurs elle ne devrait pas être mise en œuvre, pourtant elle l'est quotidiennement. »

Il s'agit concrètement d'attache-ments au fauteuil, de barrières de lit, d'isolement dans une pièce, de restrictions de déambulation ou encore d'usages de médicaments sédatifs. D'où l'importance d'apporter une réflexion juridique et éthique pour irriguer les pratiques. Sollicitée sur des situations sensibles par l'agence régionale de santé de Normandie, l'Eren a ainsi constitué un groupe de travail et organisé plusieurs journées de sensibilisation auprès des professionnels.

1 Clarifier le cadre

« La contention est une pratique de dernier recours quand toutes les autres solutions ont été épuisées, et réalisée uniquement sur prescription



« La contention est une privation de liberté dévalorisante pour les résidents », affirme Isabelle Crinière.

médicale, rappelle Mylène Gouriot, philosophe et coordinatrice de l'Eren. Il faut déterminer s'il s'agit véritablement d'un soin ou d'une recommandation visant à préserver le fonctionnement d'un établissement. » Aujourd'hui, « trop de prescriptions sont aberrantes, de plusieurs semaines, voire plusieurs mois, alors que la contention doit être une décision d'équipe temporaire, réévaluée quotidiennement », poursuit-elle.

Principal risque pour les structures : la banalisation des pratiques. Dans les deux Ehpad gérés

par Resalia-MS (Calvados), la politique du « zéro contention » a été introduite il y a quinze ans, portée par des équipes encadrantes stables. Un choix devenu évident non seulement pour le bien-être des personnes, mais aussi au regard de la littérature scientifique. « La contention est une privation de liberté particulièrement dévalorisante pour les résidents et qui n'a jamais montré la preuve scientifique de son efficacité, que ce soit sur les troubles du comportement ou les chutes », affirme Isabelle Crinière, médecin coordonnatrice.

2 Amorcer une démarche

Pour impulser un changement, plusieurs étapes sont nécessaires, à commencer par se poser les bonnes questions devant des habitudes tenaces. « Nous accompagnons, par exemple, des personnes avec le syndrome de pica, qui consiste à ingérer tout ce qui se trouve devant elles : un stylo, une souris d'ordinateur, raconte Aline Frénois, directrice générale de l'association Sésame Normandie. Jusqu'ici, il paraissait

évident qu'elles devaient rester dans leur chambre. Accompagnés par l'Eren et une consultante, nous avons organisé des cafés éthiques pour questionner ces pratiques, faire un pas de côté et de réfléchir à d'autres organisations possibles. »

« Il faut une transversalité pour engager la dynamique éthique et sensibiliser tous les professionnels. »

En 2025, l'association a mis en place un comité éthique pour structurer cette démarche et la diffuser durablement dans l'ensemble de ses établissements. « Il est composé de professionnels de jour, de nuit, de responsables de services, de directeurs, d'accompagnants éducatifs et sociaux, de moniteurs-éducateurs, de soignants : il faut une transversalité pour engager la dynamique éthique et sensibiliser tous les professionnels », décrit Sophie Lebrun, la directrice Qualité.

3 Former les équipes

Point essentiel ? « Il faut former l'intégralité des professionnels », insiste Isabelle Crinière. « Ceux qui ont travaillé ailleurs nous trouvent parfois presque inconscients de ne pas mettre de barrière de lits pour éviter les chutes ! Or, nous y arrivons en mettant en place un ensemble de mesures variées », ajoute-t-elle. Parmi elles, des programmes mictionnels strictement respectés, de la kinésithérapie, de l'activité physique, des vitamines pour éviter les fractures ou encore des chaussures adaptées. « Nous avons un bon ratio de personnel pour accompagner les gens dans leurs

Pour une régulation issue du terrain

Les dernières recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de santé sur la contention dans le secteur médico-social datent de juin 2005. Pour les responsables de l'Eren, une révision s'impose afin d'accompagner les professionnels dans leurs pratiques et le respect du droit des usagers. « Une loi générale ne résoudra pas les problèmes, comme nous pouvons le voir en psychiatrie, analyse Guillaume Grandazzi, son responsable scientifique. Ce qui est important c'est de réguler et d'encadrer à partir du terrain, pour trouver des solutions adaptées aux réalités exprimées par les professionnels. » Car « il ne faut pas créer un mauvais débat consistant à dire que la contention est toujours scandaleuse, toujours néfaste », poursuit Grégoire Moutel, professeur en médecine légale et directeur de l'Eren. Il existe objectivement des situations légitimes mais qui nécessitent un énorme travail de la part du collectif. »

réguler les pratiques

déplacements, les aider à manger, donc il faut rester humble par rapport à d'autres établissements. Toutefois je pense que réfléchir à d'autres manières de faire est possible partout», souligne la médecin coordonnatrice.

À Sésame autisme, impulser la dynamique auprès de certains professionnels aguerris fut difficile, conduisant à des départs. « Dans ce secteur, la volonté de protéger les personnes peut prendre le pas sur la liberté d'aller et venir, qui est un droit, et cela peut conduire à de la maltraitance institutionnelle, souligne Sophie Lebrun. En changeant nos pratiques, nous avons constaté des progressions de comportement importantes chez

certaines personnes. Aujourd'hui, nous faisons très attention à ce que nos nouveaux recrutés adhèrent à notre philosophie d'accompagnement. »

4 Gérer l'environnement

De nombreuses solutions techniques permettent de limiter les risques pour les personnes : lits qui s'abaissent jusqu'au sol et matelas de sol, utilisation des nouvelles technologies comme des systèmes de détection et de prévention des chutes. « Concernant les troubles du comportement, l'attitude que nous adoptons avec la personne, la compréhension de ce qu'elle manifeste est primordiale », décrit Isabelle Crinière. Il faut aussi

s'attacher à des aspects très médicaux : éviter une déshydratation, une constipation, une infection urinaire, repérer et traiter une douleur. « En éliminant toutes les causes potentielles de troubles, la contention n'apparaît plus nécessaire. Mais cela demande une grande énergie, il ne faut jamais baisser les bras », poursuit-elle.

« En éliminant toutes les causes potentielles de troubles, la contention n'apparaît plus nécessaire. »

Dans une perspective de réduction de la contention, l'association Sésame autisme a

ouvert une maison d'accueil spécialisée inclusive en novembre 2024, dans une maison d'architecte des beaux quartiers de Rouen, à la faveur d'un appel à manifestation d'intérêt. « Les six personnes accueillies peuvent aller et venir dans le jardin. Le projet est qu'elles aient la vie la plus ordinaire possible, donc elles quittent la maison tous les jours pour faire des activités à l'extérieur, sur d'autres sites de l'association », explique Aline Frénois. Une vie en petit collectif qui donne plus de latitude pour un accompagnement personnalisé. Et rappelle l'impact du cadre de vie sur le bien-être des personnes accueillies.

Laetitia Delhon

L'OFFRE DE FORMATIONS EN ACTION SOCIALE 2025

À destination des dirigeants, des cadres et des travailleurs sociaux du secteur social et médico-social

Nos thématiques de formations catalogue

En partenariat avec **Directions[s]**

Pilotage stratégique et financier

Droit social / GRH Management

Réglementation / Santé - sécurité

Pour vos équipes

Droit social / GRH Enfance et famille

Personnes âgées et situation de handicap

Gestion des associations

Remise de 10%

Pour les abonnés **Directions[s]** avec le code ABO10

Toutes nos formations sont déclinables en intra ou sur-mesure pour s'adapter à votre structure

Rendez-vous sur formation.lefebvre-dalloz.fr

Pour plus d'informations, contactez-nous :

- par mail à src-formation@lefebvre-dalloz.fr
- par téléphone au 01 83 10 10 10

Lefebvre Dalloz
Compétences.